

*Emmanuel Lyasse*

Contributions au  
débat sur l'avenir de  
l'UNEF et du  
syndicalisme  
étudiant,

*diffusées sur le forum discussions@unef.org*

Vincent Charbonnier a récemment posé sur ce forum quatre bonnes questions. Je tente d'y répondre pour ma part, en plusieurs messages car les problèmes qu'elles soulèvent sont vastes.

Le débat est ouvert, camarades !

***1. Les raisons et causes du déclin de l'UNEF, attesté publiquement par les revers successifs aux deux dernières élections du CROUS (1998 et 2000, n'ont toujours pas fait l'objet d'une interrogation critique, en d'autres termes, une interrogation qui sorte du schéma guerre froide, l'UNEF-ID c'est des crapules.***

Tout d'abord, je crois qu'il serait dangereux de prendre comme critère absolu les résultats de ces élections, sans prendre en compte leur mode très contestable d'organisation (proportionnelle à la plus forte moyenne depuis 1996, même nombre d'élus par académie sans tenir compte du nombre d'étudiants, vote sans différenciation d'étudiants en situation très différentes). Les résultats des centraux et des UFR me semblent un meilleur indice de l'implantation réelle d'un syndicat, et leur analyse donnerait sans doute un résultat plus nuancé.

Les résultats des élections du CROUS ont été un des symptômes d'une crise de l'UNEF qu'ils ne contiennent pas toute. C'est en ce sens qu'ils méritent une analyse.

Ils contribuent à mettre en lumière deux aspects de cette crise.

1) Crise de l'implantation de l'UNEF, par le départ de certaines AGE, par la liquéfaction de beaucoup d'autres surtout. Dans de nombreuses académies, l'UNEF n'a plus d'élus au CROUS parce qu'elle n'a plus d'AGE. Dans les grosses académies, elle est rarement présente sur toutes les facs, d'où un handicap certain au départ. Paris en offre un bon exemple: la campagne a été faite par deux AGE, Paris IV et Paris I, alors que huit universités votaient, plus toutes les écoles et tous les lycées. L'UNEF n'a jamais existé à Dauphine et à Assas. Elle n'existe plus à Paris III. Si elle existe à Jussieu, elle s'est bien cachée durant ces élections.

Les grotesques opérations parachutistes pilotées depuis Pailleron dans les semaines précédant les élections n'ont évidemment servi à rien sinon à contribuer à faire perdre la première place à l'AGEL à Limoges, et à faire perdre un élu à l'UNEF-ID Amiens (seule AGE U-ID à avoir participé à l'intersyndicale Ensemble contre les réformes Allègre et avoir mené un dialogue constructif avec des AGE de l'UNEF dans ce cadre), et à faire perdre beaucoup de temps et d'argent à l'Union nationale.

2) et ce dernier point fait une heureuse transition, crise de la direction nationale de l'UNEF. Elle s'est manifestée en 1998 par une organisation nationale de la campagne limitée et contestable et un bug final (le tract avec la photo de Jean-Claude Gayssot) incroyable, puis par une incapacité à analyser l'échec: au CN de bilan, la ligne officielle était "C'est un triomphe du vote syndical", Karine Delpas expliquant que nous avions su forcer l'U-ID et la FAGE à être revendicatifs, sur le 50% transports (!).

Cette crise s'est développée par la suite, est apparue nettement lors du mouvement de novembre-décembre 1998 (on déclare soutenir le mouvement là où il existe, mais on refuse d'appeler à la grève nationale, car on refuse d'analyser le rapport Attali), et a abouti à la plus que lamentable campagne du CROUS 2000: aucune revendication directrice sinon le "rassemblement étudiant" (idiot, surtout quand l'objectif est de se maintenir autour de 13 %), une

affiche et un tract de dernier jour incompréhensibles (et de plus inesthétiques), et une analyse pitoyable de la débâcle. D'abord, parce qu'on n'a plus de réflexion, mais encore de bons réflexes, la direction appelle le BN à se féliciter du "succès du vote revendicatif". Elle prend une volée de bois vert, pas seulement des opposant répertoriés et tourne alors casaque pour dramatiser la crise, annoncer des mesures novatrices, lancer le slogan ridicule d'"abolition des structures pyramidales", comme si d'une part il en restait, d'autre part il n'aurait pas été souhaitable qu'il en existât. Le seul résultat concret, appréciable, fut alors l'appel au rassemblement syndical pour le CNOUS, qui resta inabouti, d'une part parce que seule l'AGET-ASL sut y répondre, l'AGEL refusant d'examiner la proposition, le SEUL restant dans l'expectative faute d'une plate-forme claire, d'autre part parce qu'il était pratiquement impossible, du fait de la débâcle, qu'il permît d'avoir un élu. Cela aurait pu être cependant, comme le demandait un texte commun Paris IV Paris I Evry l'amorce d'un sursaut, si on n'avait pas choisi en 48 heures pour le CNESER une position diamétralement opposée.

**2. Pourquoi l'UNEF-ID a-t-elle "gagné" (tout est relatif) les dernières élections et plus généralement, pourquoi son message passe-t-il globalement mieux auprès des étudiants, l'autorisant à se présenter légitimement comme la première force syndicale étudiante ? Question subsidiaire : les étudiants sont-ils bêtes ou aveugles ?**

Tout est relatif, effectivement.

Je suis parfaitement d'accord pour refuser l'argument caractérisé par la précédente question comme de guerre froide. Non que je ne considère pas l'U-ID comme parfaitement crapuleuse (cf, encore une fois, le texte Le triomphe de la machine à mentir aux étudiants), mais parce que ce n'est pas une explication à nos défaites, bien au contraire: c'est pour nous une circonstance aggravante.

Ma conviction est que l'U-ID gagne par défaut. J'ai déjà eu l'occasion de dire qu'elle n'avait plus rien d'un syndicat, non seulement dans ses positions mais surtout dans son organisation. Son implantation locale est ridicule, à quelques exceptions près, beaucoup plus encore que celle de l'UNEF, mais elle a une équipe de professionnels des élections qui tourne sur toute la France en fonction du calendrier avec du matériel passe-partout (qui d'entre nous ne connaît pas le fameux tract "Aujourd'hui on vote !" où seul change le nom de l'Université ?). S'ajoute à cela la couverture médiatique dont elle a le monopole pour des raisons évidentes et, surtout, l'idée solidement ancrée parmi les étudiants dont une très large majorité se définit spontanément comme de gauche que l'U-ID est de gauche. Cela suffit à faire voter pour elle ceux qui ne s'abstiennent pas, quand il n'y a aucune alternative proposée.

Car les étudiants ne sont pas idiots, non. De nombreux résultats ont montré que quand la machine à faire voter avait face à elle un syndicat, l'UNEF ou un autre, s'appuyant sur un travail réel sur la fac et dans les conseils toute l'année, des positions claires, et qui n'hésitait pas à l'attaquer de front, elle s'enrayait assez souvent. Exemples à Paris IV l'an passé, confirmé cette année pour les UFR, à Evry pour les UFR en avril, et tout récemment à Montpellier III où l'union enfin réalisée entre le SEUL et l'UNEF a permis une victoire historique. Si l'U-ID est nationalement majoritaire, c'est parce qu'elle n'a pas besoin d'implantation locale pour gagner, et qu'elle gagne donc partout où il n'y a personne.

Je ne crois donc pas qu'on puisse parler d'adhésion des étudiants à son "message". D'ailleurs, il faudrait étudier de plus près quel est ce message. J'affirme que les deux arguments le plus utilisés par elle pour le CROUS de Paris ne parlaient pas d'allocation d'études ni de PSE mais étaient "Vote pour nous pour faire perdre l'extrême-droite" (3% au final) et "Nous avons obtenu le 50 % carte orange (doublement faux). Ceux qui l'ont cru ont voté pour elle, d'autres ont voté pour elle par défaut malgré cela. Quant aux autres, la plupart se sont doute abstenus.

Les triomphes électoraux de l'U-ID s'expliquent essentiellement de cette manière. Mais le fait est que pour le CROUS, même dans les Universités où nous sommes présents et bien présents, nous avons été battus. Il faut bien sûr préciser que, par exemple, nos 27 % à Paris IV ne sont ridicules que par rapport à nos scores précédents, non certes par rapport au score national de l'UNEF. La déperdition n'en est pas moins spectaculaire. Elle tient aux circonstances particulières de cette élection. A Paris IV, nous gagnons les UFR, puis perdons le CROUS. A

Evry, c'est l'inverse. A Orléans, c'est encore plus spectaculaire: le même jour l'UNEF est battue pour le CROUS et gagne largement les centraux.

Pourquoi ? La raison en est d'abord dans l'absence de crédibilité nationale, alors que les CROUS sont perçus comme une élection nationale. Et c'est là que le bât blesse: l'U-ID a réussi à faire croire qu'il s'agissait d'une élection à enjeu national, sur des idées générales, à tout le monde compris certains des meilleurs d'entre nous. Nous avons été incapables de nous appuyer sur notre crédibilité locale pour montrer quelle était l'utilité d'élus appartenant à une organisation réellement présente sur les facs pour défendre au quotidien les étudiants au CA du CROUS. Faute de militants certes, quand nous avons dû, à deux AGE, faire campagne sur tout Paris, ce qui nous a forcément conduits à négliger nos deux universités. Faute aussi d'une théorisation suffisante.

C'est sur la question de l'allocation d'études pour tous que cette lacune fut manifeste et décisive, ce qui contribue aussi à expliquer l'écart entre les élections du CROUS et celles des conseils des universités. Elle le fut tant du côté de la direction, ce qui ne surprendra personne, que du côté des AGE quels que soient leurs positionnement par rapport à la direction.

Il était naturel pour la plupart d'entre nous, et juste d'ailleurs, d'analyser le discours de l'Ennemi sur l'autonomie par une allocation d'un montant identique pour tous comme un discours de gosses de riches. Encore fallait-il trouver un discours à lui opposer: l'UNEF n'a jamais su construire pour ce faire qu'un discours de dame d'œuvre, ce qui n'était certes pas mieux, et qui la conduisait à insulter l'aspiration de presque tous les étudiants à l'autonomie. Cette aspiration est naturelle et légitime: si le discours de l'Ennemi doit être rejeté, c'est que son allocation fantôme et son soutien effectif au PSE d'Allègre (après celui de Jospin) ne contribueront pas à la faire avancer. Nous avons tenté à Paris de développer cette ligne dans notre matériel de campagne (reprise dans notre Guide de l'étudiant et, désormais, dans le Guide de l'aide sociale accessible à partir de la page <http://unef.org>). Je reste convaincu (tout en étant prêt bien sûr à en discuter avec qui le voudra) que cette analyse était la bonne. Mais nous nous y sommes pris trop tard, avec trop peu de moyens, et d'ailleurs sans avoir trouvé le temps de l'exposer à beaucoup de nos militants.

Là est la cause supplémentaire qui explique le caractère massif de l'échec de l'UNEF au CROUS: partout où elle a pu faire campagne, elle a contribué à présenter cette élection comme une sorte de plébiscite tranchant entre deux options, l'allocation d'études ou le doublement des bourses, dont aucune n'est d'actualité, au lieu précisément de travailler à montrer son enjeu réel.

### ***3. Pourquoi la ré-unification du mouvement étudiant se construit, de manière insistante, pour ne pas dire pathologique, sur l'idéal implicite de la grande UNEF des années 60, comme si, le futur consistait à replier le passé sur le présent ?***

Ça, c'est la question la plus facile. Parce que cette prétendue réunification se caractérise par l'absence de tout projet syndical, d'où le besoin de ses promoteurs de se raccrocher à un mythe sans contenu.

C'est bien de cela qu'il s'agit. Il est un peu trop bon de mentionner les années soixante: la grande UNEF à laquelle on se réfère en face correspond à une étendue indifférenciée de 1946 (ah, la charte de Grenoble, ce texte creux et en plus colonialiste dans l'un de ses attendus qu'aucun de ceux qui s'en réclament n'a lu) à 1968 où il n'y avait déjà plus d'UNEF, ou presque plus, en survolant au passage la période où Jean-Marie Le Pen était président d'AGE pour idéaliser celle de la guerre d'Algérie où tout était pourtant loin d'être clair dans l'UNEF. Il y a eu de tout dans cette UNEF: un caractère institutionnel prononcé, une lutte anticolonialiste, des échafaudages théoriques impressionnants, la recherche d'une pureté révolutionnaire et gauchiste, du christianisme, et parfois même du syndicalisme étudiant. De tout, mais successivement et non simultanément, ce qu'oublie ou veulent faire oublier ceux qui écrasent les perspectives.

Il est plus reposant, et moins dangereux pour ceux qui nous gouvernent par ailleurs, d'agiter cet étendard transparent à force d'être usé que de réfléchir aux conditions de la construction d'un véritable syndicalisme pour et par les étudiants d'aujourd'hui.

Pour le groupuscule politique (est-il vraiment politique d'ailleurs) qui tient l'U-ID non parce qu'il l'a construite ou conquise, mais parce qu'il l'a reçue un beau jour du hasard et de

l'échec d'une tentative putschiste qui ne manquait pas d'allure mais a manqué de souffle (pour plus de précisions, adressez vous à mon vieux complice Pierre Bréau, qui en était), ça sert à masquer son absence structurelle de projet syndical (Elle ne date pas d'hier: le MAS avait déjà ce problème là).

Pour le club apolitique de la rue Pailleron, dernier reste en milieu étudiant de l'organisation politique qui naguère structurait l'UNEF Renouveau pour le meilleur et pour le pire, c'est une porte de sortie, et de sortie définitive: il a préféré se suicider et tenter de liquider l'UNEF en chantant l'hymne à l'unité plutôt que s'engager avec nous sur les voies d'une rénovation remettant fatalement en cause le rôle directeur qu'il n'est manifestement plus capable d'assumer.

Pour l'"organisation révolutionnaire" (des méchants, qui ont pour cela quelques arguments, préfèrent dire cléricale) qui joue depuis l'origine l'opposition de sa majesté (j'insiste !) dans l'une et depuis une dizaine d'années dans l'autre, la réunification entre les directions de l'une et de l'autre est une occasion magnifique de résoudre quelques contradictions et d'en construire de nouvelles.

Pour tous ceux, y compris d'ailleurs des militants liés aux trois organisations sus-citées qui veulent faire du syndicalisme, cette invocation pseudo-passéiste est une des meilleures preuves de l'imposture réunificatrice, et une des meilleures raisons qu'ils ont de lui tourner le dos pour construire à partir de la réalité des facs et du combat quotidien pour la défense des intérêts des étudiants, l'unité d'un vrai syndicalisme véritablement étudiant.

#### ***4. Pourquoi la réflexion sur les contenus et les formes d'enseignement est-elle aussi inexistante, quoique cela commence à changer (cf. l'UNEF-ID) ?***

Une excellente question, qui soulève un problème essentiel du syndicalisme étudiant, mais porte en sa restriction finale une réponse qui, à mon sens, est désastreuse.

Le fait est que les syndicats étudiants en général réfléchissent peu à la question du contenu des études. L'illustre entre tous un des meilleurs textes syndicaux jamais écrits, le texte Indépendance et action (déposé à un CN de l'U-ID en janvier 1993, le lancement de la tentative putschiste évoquée plus haut, qui finit quelque part entre Clermont et Solférino) dont une partie contraste avec les autres par sa faiblesse, celle-là précisément qui devrait être la principale.

Les causes en sont facilement analysables. Trop de cadres syndicaux ne font pas d'études, ce qui leur ôte toute chance d'en analyser le contenu, faute d'expérience. La triste équipe de Pailleron l'illustre fort bien, le BN de l'U-ID également.

C'est un premier point. Il n'est pas suffisant. Il y a en effet, dieu merci, des militants qui font des études, dans les deux syndicats (si, si, même à l'U-ID à Paris IV, il y en a un. Un seul, il est vrai. Tous les autres sont passés à l'UNEF). Mais, pour avoir des éléments d'analyse suffisants, cela n'est pas suffisant: il faudrait avoir un certain recul par rapport aux études qu'on fait, donc des éléments de comparaison et d'abord, tout simplement, une vision d'ensemble des cursus, qu'on ne peut avoir en faisant un DEUG, ou même une licence. Or la plupart des militants syndicaux actifs sont en DEUG, et passé ce stade, se répartissent en trois catégories, ceux qui quittent la fac avec ou sans diplôme, ceux qui deviennent des professionnels du syndicalisme (voir plus haut) ceux qui se lassent du syndicalisme et se consacrent à leurs études.

Je ne prétends pas qu'un étudiant de DEUG est incapable de comprendre les enjeux du débat sur le contenu des études. J'affirme qu'il n'obtiendra pas tous les éléments d'analyse de sa propre expérience, et ne les recevra pas non plus de cadres non étudiants. Il ne peuvent provenir que de militants plus expérimentés, qui ont poursuivi leur cursus et se sont intéressés à ceux des autres: il y a peu de syndicats où on en trouve, moins encore où ils sont suffisamment impliqués pour avoir voix au chapitre. Et encore...

Dans les quelques syndicats qui ont proposé sur ce point des analyses sérieuses, il faut bien constater que ces analyses sont le fait de deux ou trois spécialistes ès-réformes, moins parfois, qui imposent leurs analyses plus qu'ils ne les font partager en donnant les éléments pour ce faire. Cela n'est pas forcément dû à une volonté de leur part de monopole du savoir et du pouvoir, plus souvent à une difficulté à vaincre certaines pesanteurs, quand l'urgence commande.

Et de toute façon, cela ne dépasse pas le niveau local. Ainsi ne disposons nous pas d'un bilan sérieux et global de la réforme majeure de ces dernières années, la semestrialisation voulue par Bayrou et imposée par Allègre. L'illustre le site unef.org: nous avons dû nous résigner à donner, faute de pouvoir faire mieux, l'exemple de Paris IV, donc pour les Lettres seulement (Il est évident qu'en sciences, en droit, les problèmes sont différents. Pour le droit, un travail d'analyse a été commencé à Paris I. Pour les sciences, nous n'avons que des impressions. Ceci peut-être interprété comme un appel à l'aide).

Ainsi, les positionnements syndicaux sur cette questions peuvent-ils être répartis en trois catégories:

1) Absence totale d'intérêt, faute de pouvoir comprendre. Ce fut la position de la direction nationale de l'UNEF depuis le 78e congrès (pas avant: voir la ferme condamnation de la réforme Bayrou en février 97, vite oubliée).

L'argument, employé en particulier pour refuser tout positionnement sur le rapport Attali était qu'il "fallait demander l'opinion des étudiants". une façon élégante de cacher son ignorance, comme disait Pierre Desproges à un autre propos.

2) Puisqu'on est contestataire, contestation systématique sinon argumentée de tout ce qui existe en matière de contenu des enseignements. Inconvénient majeur: la pente naturelle conduit donc à applaudir toute réforme de ce qui existe, et donc à devenir une organisation qui défend les ministres contre les profs, plutôt qu'un syndicat qui défend les étudiants contre qui leur veut du mal. je ne prétends certes pas que les intérêts des étudiants et des enseignants soient systématiquement convergents (même si je suis présentement l'un et l'autre, le subtil Stéphane Paturey me le reproche assez). Je constate cependant qu'ils sont cependant plus proches les uns des autres que chacun des intention des ministres. Ce n'est certes pas pour améliorer le sort des étudiants que les ministres qui se sont succédés depuis 30 ans ont agi pour casser l'Université publique.

La "révolution pédagogique" de l'Ennemi est, c'est là que je me sépare de Vincent, un monument élevé à cette position. Je ne vois là nulle réflexion, bien au contraire. je me permets de renvoyer à mon message "Il était une fois la Révolution" (que le subtil Stéphane n'a apparemment pas lu. Mais a-t-il lu le manifeste de l'U-ID ?)

3) Au contraire, refuser toute réforme en considérant qu'elle émane d'un pouvoir anti-étudiant (pas seulement anti-étudiant, d'ailleurs).

Inconvénient: conduit à idéaliser l'existant, et ne porte pas plus de réflexion que ce qui précède. Exemple amusant: l'acharnement mis par beaucoup de ceux qui luttèrent contre le rapport Attali à défendre contre lui l'existence du DEUG, dont leurs pères combattirent au nom des mêmes principes la création.

On l'aura compris, je ne renvoie pas dos-à-dos ces trois positions. La première, si elle a l'intérêt d'être presque sincère, est évidemment stupide. Elle n'a pas peu contribué à détruire la crédibilité de ceux qui l'ont tenue. Si les étudiants auraient intérêt à refuser un syndicat qui pense à leur place, ils n'ont certes pas l'usage d'un syndicat qui ne leur dit rien.

La deuxième conduit tout droit à ce qu'il faut bien appeler une trahison.

Pendant le mouvement de novembre-décembre 1998, l'UNEF-Pailleron n'a rien fait, l'U-ID (sauf à Amiens, peut-être ailleurs) a tout fait pour le casser..

De même qu'entre Charybde et Scylla, le juste chemin ne se trouve donc pas à distance égale des positions deux et trois. La dernière attitude, si elle n'est pas justement fondée, a évité bien des bêtises à ceux qui l'ont tenue.. Il faudrait bien sûr la dépasser. Cela suppose qu'à tous les niveaux du syndicat on prenne le temps d'une réflexion collective permanente sur ces questions, associant tous les militants pour qu'ils soient tous formés. Pour reprendre l'exemple simple ci-dessus, il est clair que la lutte contre le 3/5/8, qui en fait supprimait l'année de licence en appelant "licence" un DEUG étalé sur trois ans était en parfaite continuité avec celle contre la création des DEUG, ce qui était déjà un recul. Tous les militants qui ont lutté pour sauver le DEUG en étaient-ils conscients ? Certes non. C'est ce qu'il faudra changer.

**5. Quel bilan pour le syndicalisme étudiant depuis la scission de 1971 ? Qu'en est-il de ce renouveau si souvent brandi comme étendard ces derniers temps ?**

On pourrait contester la date, qui nous place d'emblée dans la problématique de la réunification telle qu'elle a été imposée par les uns et acceptée par d'autres pour des raisons que j'ai déjà tenté d'analyser (voir ma réponse à la question 3).

Elle trouve cependant sa pertinence dans sa coïncidence approximative avec l'application de la loi Faure, première grande étape de la politique de casse de l'Université publique. Elle était certes loin d'être parfaite auparavant, victime de la contradiction entre la massification (que seuls les sots, les ignares et ceux qui y ont intérêt appellent démocratisation) conséquence après 20 ans des décisions prises par le gouvernement de la Libération, et l'insuffisance des moyens. La politique initiée par la loi Faure résolvait la contradiction, sans augmenter les moyens ni restreindre l'accès, par la baisse de la qualité de l'Université. Mai 68 en avait fourni le prétexte et des éléments de théorisation, permettant de balayer des résistances suscitées par les tentatives antérieures (le dernier tome des mémoires d'Alain Peyrefitte montre que ce prédécesseur d'Edgar Faure avait déjà toutes les idées neuves d'Allègre pour changer l'Éducation nationale, et se réjouit que 68 ait permis le début de leur application).

Elle est aussi non la date d'une scission qui n'eut pas lieu, mais de la création, après la fin du dernier débris issu de l'UNEF de la Libération, des deux UNEF qui existent encore aujourd'hui. Elle convient en ce sens pour faire le bilan non du syndicalisme étudiant, mais de ces deux UNEF là.

Pour ce qui est du syndicalisme étudiant en général, le bilan est à première vue loin d'être brillant.

Les nombres d'adhérents revendiqués par les différentes organisations sont ridicules par rapport au nombre d'étudiants. Il n'y a cependant pas besoin d'y être très impliqué pour savoir qu'ils doivent être divisés par cinq ou six pour obtenir le nombre réel d'étudiants syndiqués et conscients de l'être en France.

En termes d'implantation, ça n'est pas brillant non plus. Pour prendre le critère le plus simple, il y a des élus étudiants dans à peu près tous les établissements, et presque dans tous certains au moins au nom d'une organisation se présentant comme syndicale. Si on prend en revanche le nombre de conseils où il en siège régulièrement, la proportion est très faible. Si on cherche à savoir où ils interviennent réellement dans les débats et en informent leurs mandants, on tombe très bas.

Enfin, la politique de casse s'est développée depuis la loi Faure pour aboutir à la réforme Bayrou puis à son développement par Allègre. Si ce dernier est tombé (pas ses réformes), ce n'est certes pas grâce aux syndicats étudiants. Certains ont, comme nous, rejoint localement la mobilisation des enseignants.

Pour ce qui est des deux UNEF en tant qu'organisations, c'est encore moins brillant.

La faillite, au niveau national, de l'UNEF Renouveau, puis UNEF, parfois UNEF-SE, est publique. Constamment dirigée par des militants communistes, elle a subi les heurs et malheurs du Parti. Dans les années soixante-dix, l'UNEF appuyée sur la première force politique dans les facs, soutenant le Programme commun, syndiquant la majorité des étudiants socialistes pouvait prétendre avoir réussi son renouveau. Deux causes ont contribué à sa perte: la liquéfaction de la présence communiste en milieu étudiant plus que dans tout autre milieu, et les deux participations communistes au gouvernement. La première l'a privée de cadres, les secondes de ligne syndicale. Sa première faute majeure a été son soutien inconditionnel à la loi Savary, parce qu'on croyait alors qu'un gouvernement de gauche ne pouvait que faire une bonne loi. La mise à l'écart des communistes du gouvernement en 1984 a été l'occasion d'un redressement de sa ligne mais non de sa force militante. Elle a connu une sorte d'été indien dans la première moitié des années quatre-vingt dix. La "mutation" du PC et sa participation inconditionnelle au gouvernement de la gauche plurielle a placé sa direction devant un choix entre changer et mourir. Elle a choisi de mourir.

L'UNEF US puis ID présente-t-elle un meilleur bilan ? Apparemment, oui. Mais c'est une illusion. Confrontés aux mêmes difficultés ses dirigeants l'en ont sortie en inventant le syndicalisme virtuel. Pas de militants, pas d'implantation locale, une équipe de professionnels, des autocollants et des affiches. Ça fait illusion, mais pour ce qui est de l'influence sur le milieu, c'est à peu près nul. Quant à défendre les intérêts des étudiants... le voudrait-elle qu'elle n'en

aurait pas les moyens. Alors, à chaque réforme, le jeu consiste à se faire croire et tenter de faire croire aux autres que cette réforme est une grande victoire et qu'elle a été entièrement élaborée par l'UNEF-ID. Les camarades qui dénoncent à longueur de journée l'U-ID comme cogestionnaire lui font beaucoup trop d'honneur: c'est d'une honteuse parodie de cogestion qu'il s'agit (la seule chose qu'elle cogère c'est l'organisation de la plupart des élections universitaires).

Bref, pour résumer, 29 ans après leur création, on avait deux UNEF également impuissantes à faire quoi que ce soit pour les étudiants dont l'une vient de sortir de son impuissance par le suicide, l'autre s'efforce de la nier par des mensonges de plus en plus grossiers. Sombre bilan.

Ce bilan semble cependant devoir être nuancé, d'abord par la prise en compte du contexte. Depuis 1971 (pour garder cette date), à peu près tous les acquis sociaux, remontant pour l'essentiel à la Libération, ont été remis en cause: la casse de l'Université publique n'est certes pas un choix politique isolé, mais l'application à l'enseignement supérieur d'une politique globale. Les syndicats étudiants n'ont pas empêché cela, pas plus que beaucoup d'autres forces dont on aurait attendu une résistance. Le problème est global, politique.

Bien évidemment, il est idiot de chercher à décrire ce que serait l'Université s'il n'y avait pas eu de syndicats étudiants. Mais le fait est qu'ils ont joué un rôle au cours de ces vingt-neuf ans.

Ils ont été présents sur les facs, insuffisamment certes et de moins en moins, sur de moins en moins de facs. Ils n'en ont pas moins permis à un certain nombre de gens, qui n'auraient pu le faire sans eux, de débiter ou de poursuivre des études. Exemple le plus commode, les centaines d'inscriptions supplémentaires que nous avons obtenues ces dernières années à Paris IV, contre l'affreux système RAVEL, cette machine à ne pas inscrire les bacheliers en fac, doivent aussi figurer à ce bilan. Elles doivent être mises à leur place, modeste certes, réelles cependant. De nombreux autres exemples pourraient être cités, de même eau.

Certes, les syndicats n'ont pas empêché que, trente ans après la loi Faure, la réforme Bayrou-Allègre vienne accomplir ses pires promesses. Mais là aussi, localement, certains syndicats ont pu obtenir certaines atténuations, insuffisantes et dans un nombre de facs insuffisants, mais qui n'existent pas moins: Cédric Udrea exposait récemment sur ce forum le cas de Lyon I; à Paris IV aussi notre action a contribué à ce que la semestrialisation ne soit pas aussi odieuse que le prévoyait la réforme.

D'autre part, il a fallu trente ans. On peut considérer que, puisque la réforme Bayrou reprend le contenu du projet Jospin de 92, lui-même copie du projet Devaquet de 86, les mobilisations qui ont obtenu le retrait de ces projets, encadrées par les syndicats (L'U-ID et l'UNEF, surtout l'U-ID d'ailleurs en 86; en 92 l'UNEF seule, l'U-ID était pour parce que c'était Camba, parce que c'était Jospin) n'ont servi à rien. Il n'empêche que durant toutes ces années des étudiants ont pu étudier et achever leurs études, dans une Université moins cassée que le prévoient ces projets. Cela non plus, pour être insuffisant, n'est pas négligeable.

Plus récemment, les informations que nous avons diffusées sur la réalité des réformes, si elles n'ont pas suffi à mobiliser nationalement, ne l'ont pas été pour rien. Elles ont sans doute contribué à les retarder, et en tout cas à faire prendre conscience de la véritable nature du gouvernement actuel. Cela me paraît au moins porteur d'avenir.

On ne peut donc prétendre que les syndicats étudiants n'ont servi à rien. Deux problèmes se posent aujourd'hui: l'un, structurel depuis 30 ans, de l'insuffisance de leur action par rapport à ce qui serait nécessaire, l'autre à l'aboutissement de ces trente années, de leur survie, de la survie en France de syndicats étudiants. Il est évident qu'on ne résoudra le deuxième, urgent, qu'en posant le premier.

La faillite des deux structures nationales est désormais totale. Mais il existe encore des syndicats dignes de ce nom au niveau local, qui doivent être le ferment du renouveau. C'est le cas des AGE qui restent dans l'UNEF, qui ont poursuivi leur travail malgré la liquéfaction de leur union nationale. Certaines ont tenté de s'organiser pour pallier cette liquéfaction, en particulier avec l'intersyndicale Ensemble contre les réformes Allègre, d'autres pas. Elles constatent aujourd'hui, au-delà de clivages périmés, mais volontairement entretenus par certains depuis des années, leur convergence et leur volonté de travailler ensemble.

D'autres de ces syndicats ont quitté l'UNEF, depuis plus ou moins longtemps, ou l'U-ID. Parmi eux, l'AGET-ASL et le SEUL ont participé clairement au rassemblement syndical avec nous. Les autres ont hésité, ou refusé comme l'AGEL-SE, voire s'y sont opposés en termes violents comme les SUD Étudiants.

Je ne doute pas qu'il reste dans l'U-ID des AGE correspondant à la définition d'un syndicat étudiant digne de ce nom. J'en connais une, et n'ai aucune raison d'exclure qu'il n'y en ait d'autres.

La première condition d'un renouveau du syndicalisme étudiant en France est la réunion de ces forces syndicales, en tout cas du plus grand nombre possible d'entre elles, contre ceux qui prétendent masquer leur renoncement au syndicalisme derrière la façade d'une grande UNEF mythifiée et mystificatrice. Elle est aujourd'hui, enfin, possible, à l'aboutissement d'un processus de décomposition, quand tous les masques tombent. Contrairement à ce qu'espèrent ceux qui n'en veulent pas, la diversité des origines, des expériences et des étiquettes ne saurait y faire obstacle, ce pour une raison simple: s'il y a beaucoup de manières de ne pas faire de syndicalisme, il n'y en a qu'une de faire du syndicalisme. J'en ai toujours eu la conviction. Le dialogue que nous avons entamé avec des camarades d'AGE avec qui il n'avait pas été possible au congrès de Pantin (pour des raisons connues) me l'a confirmé.

Cette condition, nécessaire, n'est certes pas suffisante. J'ai eu l'occasion, au cours de ce trop long, et pourtant bien incomplet, exposé, de souligner un certain nombre de faiblesses dont beaucoup sont aussi les nôtres, et qu'il faudra dépasser. L'effort essentiel devra porter sur la construction et le renouvellement d'équipes militantes sur chaque Université, suffisamment formées par l'élaboration collective de la ligne et du matériel de propagande, et leur coordination au niveau national. Il est temps de se rappeler qu'il n'y a pas de syndicalisme qui ne parte du regroupement au plus bas niveau possible d'individus décidés à s'unir pour défendre leurs intérêts: les deux UNEF, dans leur dernière phase, ont donné deux exemples de structures bureaucratiques qui pour l'avoir ignoré, se sont condamnées à l'impuissance.

A ces conditions, le renouveau ne sera pas qu'un étendard commode utilisé pour placer une direction liquidatrice face à ses contradictions en évoquant un passé glorieux.

Ce renouveau ne ressuscitera certes pas l'UNEF telle qu'elle était au 1er juin 2000 (Qui en voudrait, d'ailleurs ?) ni celle des années soixante-dix (c'est peut-être plus regrettable, mais tout aussi impossible). Les sarcasmes de certains contre "l'UNEF maintenue" montrent une seule chose, qu'ils n'ont rien compris à l'enjeu des mois à venir. C'est le syndicalisme étudiant qu'il s'agit de maintenir et de rénover. Pour notre part, nous sommes aujourd'hui dans la majorité réelle, et constatée, de l'UNEF mais nous n'avons aucune position définitive a priori sur la forme et sur le nom de l'organisation qu'il s'agira de construire. Nous attendons de nos interlocuteurs qu'ils n'en aient pas non plus, et partagent avec nous la volonté de construire l'unité nationale dans le respect du travail effectué localement.

De ceux qui sont éloignés du syndicalisme au point de prendre la pseudo UNEF réunifiée pour un syndicat, nous n'attendons évidemment rien.

La tâche est difficile, mais elle doit être possible, puisqu'elle est nécessaire.

Bellegarde, 10-11 août 2000.



## ***Annexes:***

### **Trois textes écrits en juin, sur la question de l'unité, la "révolution pédagogique" et les méthodes de l'UNEF-ID**

-----  
**De :** "Emmanuel Lyasse" <elyasse@unef.org>

**À :** discussions@unef.org

**Objet :** [discussions] Unite, Unite, Unite !?!

**Date :** Jeu 22 juin 2000 9:18

Puisque vous y tenez tant, je vais parler de ce que vous appelez le fond.

Rassurez vous ! pas quand même de fond à la manière de Stéphane. Je ne vais pas essayer ici de vous faire croire que Raphaël a 107 ans et Lionel bien plus encore. Beaucoup trop d'entre vous savent que l'un et l'autre sont légèrement plus jeunes que moi.

Non, je vais parler du fond dont parlent ces deux là, c'est à dire du problème de l'unification.

J'ai eu souvent l'occasion de dire, pendant les dix à douze mois où cette question a pourri tout débat dans l'UNEF qu'elle me semblait une fausse question. Que la vraie question était: quel syndicat, quelle UNEF voulons-nous construire qui soit utile aux étudiants de France ?

Je n'ai pas changé d'avis.

A la question "Faut-il l'unité ?", la réponse est évidemment oui. Mais il y a un préalable, de simple bon sens. Ce préalable n'est pas "Avec qui ?", celui que mettent, sans l'afficher, les camarades qui ne veulent pas entendre parler d'unité avec le SEUL de Montpellier ou l'AGET-ASL de Toulouse Arsenal, mais "Pourquoi faire ?".

On croirait à vous lire que l'unité est une fin en soi.

Non. Pas plus que l'UNEF, d'ailleurs, n'est une fin en soi.

C'est un moyen d'être plus efficaces pour défendre les intérêts des étudiants, pour en mobiliser le plus grand nombre possible pour ce faire .

Tourner le dos à cet objectif sous prétexte de réaliser cette unité, c'est soit se tromper lourdement, soit se foutre de la gueule du peuple.

C'est ce que la direction nationale issue du congrès de Pantin a prétendu nous faire faire. Oui, Lionel, je peux dire que "*l'U.N.E.F.-I.D. n'est pas une organisation qui défend, ultra majoritairement, une université publique, laïque, ouverte à tous, plus juste et plus solidaire*". La preuve: je l'écris.

Pourquoi ? Parce que l'UNEF-ID est une organisation qui n'apparaît sur les facs que de manière épisodique, et avec un message unique "Tout va bien, c'est grâce à l'UNEF-ID", une organisation qui n'est plus un syndicat mais une machine à encaisser des cotisations en juillet et à gagner des élections l'hiver.

D'une part, elle ne fait rien pour défendre les étudiants, individuellement ou collectivement, d'autre part, quand elle s'adresse à eux, c'est pour leur mentir (cf, toujours, notre texte sur "La machine à mentir aux étudiants").

Sa position sur la réforme Bayrou en est un exemple caractéristique. Cette réforme, elle était déjà écrite depuis vingt ans au moins. Après d'autres, Devaquet et Jospin avaient échoué à l'imposer. Quand Bayrou l'a ressortie, l'U-ID a préféré crier très fort "C'est une grande victoire, c'est grâce à nous", que tenter de la combattre.

Tu rappelles nos efforts pour mobiliser contre elle en 97, et leur ridicule résultat. A l'époque, nous n'avions pas su convaincre les étudiants de sa nocivité. Aujourd'hui, alors qu'elle est appliquée, il n'y a plus besoin de les en convaincre: ils la constatent quotidiennement.

Aujourd'hui, la direction nationale issue de Pantin prétend nous faire voter pour une liste au CNESER dans la profession de foi de laquelle il n'est pas question de réforme Bayrou. Il y est en revanche question d'une "révolution pédagogique" qui semble une œuvre posthume de Claude Allègre, continuateur (et précurseur, d'ailleurs) de Bayrou.

J'entends l'argument: si nous sommes convaincus que nos positions sont les bonnes, pourquoi ne pas croire que nous les ferons triompher dans une organisation unique ?

Foutage de gueule, encore une fois.

Et vous êtes les mêmes qui nous reprochez de ne pas nous soucier de nous adresser aux étudiants.

Si nos positions sont les bonnes, pourquoi renoncer à les exprimer en nous manifestant en tant qu'UNEF auprès des étudiants, dans le cadre d'un débat public, pour nous en remettre à un débat interne et à de manœuvres d'appareil ? Faut-il attendre vraiment d'avoir convaincu Carine Seiler de la justesse de cette position pour appeler les étudiants à lutter contre la réforme Bayrou ?

Partout où l'UNEF a clairement affiché ce qu'elle était, elle a progressé, y compris électoralement. La victoire historique remportée par les camarades de Montpellier Lettres, alliés (déjà) au SEUL, en est le dernier exemple.

Alors, où est le "groupuscule qui est sûr d'avoir raison et se moque donc de l'opinion des étudiants ce qui est très mal" ?

Du côté des AGE qui veulent maintenir l'UNEF comme un syndicat présent au quotidien sur les facs, s'adressant aux étudiants pour les appeler à se défendre, et crédible pour ce faire par ce qu'elle regroupe des étudiants dont les problèmes sont les mêmes que ceux de tous les étudiants, ou du côté du club de la rue Pailleron qui se suicide en psalmodiant "Mourons pour l'unité ! C'est le sort le plus beau.." ?

Certes, le taux de syndicalisation des étudiants est plus que faible, ridicule. Il faudrait en analyser sérieusement les causes. Mais votre unification-liquidation y changera-t-elle quelque chose ? Sort-on du statut de groupuscule en dissolvant un groupuscule dans un autre ?

Voilà.

Assez sur cette question de l'unité.

La prochaine fois, nous parlerons de la "révolution pédagogique".

C'est encore moins drôle, mais plus instructif.

-----  
**De : "Emmanuel Lyasse" <elyasse@unef.org>**  
**À : discussions@unef.org**  
**Objet : [discussions] Il était une fois la Révolution**  
**Date : Sam 24 juin 2000 7:32**

Une petite question à tous ceux qui s'appêtent à voter pour la liste U-ID / Marion Brun / Lise Pastor :

Avez-vous lu le "Manifeste pour une révolution pédagogique" dont son insipide profession de foi ? Non ? Vous devriez.

C'est dans la Lettre des élus, que Lionel Benharous nous a appris naguère à Paris IV à ne jamais désigner autrement que comme UNEF-ID Intox, n°62, dont l'édito, intitulé "Compte-

rendu de mandat CNESER 1998-2000, signé "Les élus UNEf-ID, UNEF et Associations étudiantes".

Deux points préalables:

1) Je l'ai reçu (vous aussi, peut-être) à mon adresse personnelle. Je n'ai évidemment jamais donné mon adresse à l'Ennemi. Je sais, de source sûre, que la source n'est pas l'Université de Paris IV. D'où une inquiétude: quelqu'un de ceux qui ne s'aventurent sur ce forum qu'en portant la Loi Informatique et Liberté par-devers eux aurait-il livré mon adresse ? Je frémis.

2) Ce bilan commun à l'U-ID et à Cécile Cukierman de 36 pages n'a pu être écrit en une semaine. D'où deux hypothèses.

Soit le coup était prémédité (ce qui donnerait aussi une explication simple au mystérieux résultat du CNOUS), et les AGE n'en ont été averties que 48 heures avant la date limite pour limiter leurs possibilités de réaction. Hypothèse certes navrante.

Soit, hypothèse encore plus navrante, Cécile n'a fait, après la trahison de Nanterre, qu'ajouter piteusement sa signature au bilan déjà prêt de l'U-ID.

Mais venons-en au Manifeste et à la Révolution, puisque manifeste et révolution il y a, après une petite pensée émue pour tous ceux qui ont vainement essayé, à la tribune de nos congrès, de faire voter que l'UNEF était un syndicat révolutionnaire ou quelque chose d'approchant.

Commençons par sa conclusion:

"pour que l'autonomie intellectuelle permette à toute la jeunesse de croire qu'il n'y a pas de rêve impossible".

Fichtre ! A les lire, on se demande ce que prévoient de nous faire fumer à tous l'U-ID, Marion Brun et Lise Pastor, pour nous donner une telle conviction, et on entrevoit à quelles importations serviront les moyens qu'elles réclament.

Mais au vu de ce qui précède, on constate qu'il ne s'agit (encore une publicité mensongère) que de chiquer du Claude Allègre / Philippe Meirieu mal réchauffé.

Évidemment, il n'est absolument pas question des réformes précédentes, et de la façon dont elles ont été reçues par les étudiants. Il serait mesquin de croire que c'est parce que l'U-ID ne tient pas à faire un bilan de l'application de cette "grande victoire du mouvement étudiant" (Pourria dixit) qu'a été la réforme Bayrou, et Marion Brun et Lise Pastor encore moins, qui y trouveraient la meilleure raison de ne pas renier les analyses du 78e congrès de l'UNEF (Toulouse, 1997) au moment où l'immense majorité des étudiants ont tous les éléments pour en reconnaître la pertinence.

Non, si on ne parle pas de réforme, c'est sans doute que de toute façon, seule compte la révolution. D'ailleurs, on vous a déjà dit qu'il n'était pas question de partir de la situation concrète ici et maintenant des étudiants et de l'Université, mais de rêver.

Malheureusement, les rêves de nos révolutionnaires ressemblent aux pires cauchemars des étudiants qui s'intéressent plus à la défense de leurs études qu'à la mythique "réunification du mouvement étudiant".

L'idée directrice en est Pour lutter contre l'échec, supprimons les études !. dans le très vieux but de tous les savants pédagogues, bien connu: empêcher les étudiants d'étudier et les enseignants d'enseigner. Pour occuper les profs à autre chose qu'à nous transmettre un savoir, rien de tel que le vieux bobard de "l'équipe pédagogique". Qu'est-ce que c'est ? Mystère. A quoi ça sert ? Ne répondez tout de suite à rien. Ça ne sert certes à rien aux étudiants et aux enseignants mais ça sert grandement à tous ceux qui veulent leur nuire.

Cette idée est fortement argumentée, par la découverte d'un scandale majeur:

"Quel enseignant connaît le cours que ses étudiants suivront à la prochaine heure ?"

Vous n'êtes pas scandalisés ? Vous pensez que ça ne vous servirait à rien que votre prof soit capable de vous dire où vous irez quand il aura fini de vous causer ? Vous osez considérer qu'il y a des scandales plus grands, réduction du nombre d'heures d'enseignements;

augmentation des effectifs des groupes, hausse exponentielle des droits d'inscription, obligation de plus en plus fréquente de se salarier et casse du statut des salariés par la semestrialisation, discrimination contre les étudiants étrangers... ? Votre attitude est typiquement contre-révolutionnaire.

On voit en tout cas sur quoi reposera l'"évaluation pédagogique" des enseignants que le Manifeste réclame: un jury assermenté leur fera réciter l'emploi du temps de première année de DEUG.

Et pendant que les enseignants s'appliqueront, sous la surveillance de l'U-ID, de Marion Brun et de Lise Pastor, à "la coordinations des contenus, à la construction d'une méthodologie et d'une pédagogie globale qui s'applique à l'ensemble des champs disciplinaires étudiés", où seront les étudiants ?

En stage, bien sûr, "une insertions professionnelle correspondant à ses qualifications". Vous vous dites qu'il y a un truc, puisqu'avec la "révolution pédagogique", ils risquent fort de ne plus être qualifiés du tout. Ce n'est pas un truc. C'est le but de l'opération.

Peut-être après tout cela êtes-vous convaincus de l'excellence de ce manifeste et vous apprêtez-vous à voter dans l'enthousiasme pour la liste qui s'en revendique.

Il sera encore plus difficile, en tout cas, de convaincre de son aspect novateur. Les âneries de ce genre, sur la pédagogie et la méthodologie conçues sans rapport avec le contenu enseigné, sur la nécessité d'en finir avec le cours magistral, dont on sait bien dénoncer les défauts, mais qu'on ne sait toujours pas par quoi remplacer, fleurissent depuis un siècle et règnent depuis trente ans.

Lisez le dernier livre, posthume, de feu Alain Peyrefitte, où il évoque son passage au ministère de l'Éducation nationale en 1968: vous trouverez présentées comme sorties directement de son esprit génial les mêmes idées neuves que dans le manifeste de l'U-ID, de Marion Brun et de Lise Pastor.

Ces vieilles idées neuves ont fait bien du mal. La "révolution" consisterait-elle simplement à ce qu'elles continuent à faire ? Les révolutionnaires s'occupent surtout en tout cas à brandir ces vieux mensonges et à essayer de tourner les étudiants contre les enseignants, pour laisser le champ libre aux ministres qui cassent l'Université publique.

C'est parce qu'à Paris IV nous refusons aujourd'hui comme hier de cautionner cela que nous ne pouvions envisager de voter pour la liste de l'U-ID. C'est pour cela que nous participons à une liste qui reprend la vieille revendication de l'UNEF, qui a rassemblé très largement autour d'elle: une Université publique, de qualité, ouverte à tous.

Le débat semble clair.

Des profondeurs où ils m'ont entraîné, je crie donc à tous ceux qui nous réclament un débat de fond et ne nous parlent, au mieux, que des bienfaits de l'unité:

Si vous avez des arguments pour la "révolution pédagogique", donnez-les, j'attends avec impatience.

Sinon, rejoignez-nous ou taisez-vous.

-----

**De :** "Emmanuel Lyasse" <elyasse@unef.org>

**À :** discussions@unef.org

**Objet :** [discussions] Reponse a Lionel sur le demi tarif transports

**Date :** Mar 27 juin 2000 8:44

Cher Lionel,

J'essayerais plus tard de répondre globalement à ton argumentation, ce qui demande un certain temps. Il est rassurant de trouver enfin des arguments rationnels exposés rationnellement pour justifier ce qu'une très large majorité de l'UNEF combat. Cependant, il me semble à la fois désolant et significatif que de tels arguments ne proviennent pas de la direction nationale issue

de Pantin, dont les membres choisissent soit la dénégation ("Mais non, il n'est pas question de réunification, l'UNEF continue"), soit l'insulte gratuite, soit le silence, mais d'anciens membres de la direction qui reprennent du service pour voler au secours d'une équipe incapable, et pour cause !, de se défendre par elle-même.

Tu conclus

*"Bref, nos points d'accord semblent plus nombreux que ce qui nous sépare..."*

Je le pense aussi, et suis heureux que tu partages mon point de vue. Je souhaite te voir  
*"rallier la position qui me semble faire preuve d'ouverture et permettra au syndicalisme étudiant de sortir du marasme dans lequel il se trouve"*

mais ne pense pas que ce soit celle que tu tentes aujourd'hui de défendre.

Je m'en tiendrai, pour le moment, à un seul point. Tu évoques, pour me convaincre de son caractère syndical, la lutte de l'U-ID pour le demi-tarif sur les transports en commun.

Tu touches là à une des preuves les plus significatives, à mon sens, de la nature réelle de cette organisation..

L'U-ID, quand on l'interroge, se déclare pour le demi-tarif sur les transports en commun pour les étudiants. Belle preuve ! Quelqu'un se déclare-t-il contre ?

As-tu déjà entendu un ministre déclarer qu'il était pour la casse du service public ?

As-tu, lors des deux guerres menées par la France durant la dernière décennie (soit dit en passant, ce fut une autre divergence, pas liée directement aux intérêts des étudiants, mais qui paraît fondamentale, entre UNEF et U-ID), entendu un ministre expliquer que le nombre d'enfants tués n'avait pour lui aucune importance ?

Non. Mais tu les a jugés à leurs actes.

C'est ici la même chose.

Je laisse à d'autres le soin de te répondre. La lutte de l'U-ID pour le 50% carte orange au printemps 98 a en effet été décrite dans un excellent texte de... janvier 93, intitulé Indépendance et action, texte interne déposé à un CN de l'U-ID, dont le premier signataire était, par la grâce de l'ordre alphabétique, Pouria Amirshahi.

"La pratique actuelle de l'UNEF-ID, ou comment, aujourd'hui, se mènent les campagnes de l'UNEF-ID.

1) Hypothèse n°1: on a négocié au préalable:

C'est le schéma général de fonctionnement du militantisme dans l'UNEF[-ID, nde] aujourd'hui. (...)

1: On élabore la campagne

2: On explique qu'il faut que les étudiants sachent qu'on mène une campagne, parce qu'on a déjà gagné en négociant à l'avance avec le gouvernement ou d'autres interlocuteurs.

3: On "gagne" tout ou partie

4: On fait un tract de victoire."

Plus loin "On "gagne" tout ou partie, le plus souvent partie que tout Attention, ce n'est pas le fait de ne pas gagner sur tout que nous critiquons ici, mais le fait que l'Unef-ID ne cherche pas réellement à se donner les moyens de gagner !".

Conclusion "l'organisation devient de moins en moins crédible, perd elle-même la confiance en ses propres capacités à mettre en place un rapport de forces basé sur la mobilisation des étudiants".

C'est exactement ce schéma qu'a reproduit l'U-ID, Pouria devenu président largement grâce à ce texte (NB: tous les signataires n'ont pas suivi la même voie. Pierre Bréau, deuxième signataire par la même grâce, en tant que président d'AGE ) Versailles-Saint Quentin, a changé

d'UNEF. Il est l'auteur de la jolie image animée que tu peux contempler à la page <http://unef.org>).

L'UNEF, la nôtre, a mené campagne pendant des années, avec une louable opiniâtreté, pour le 50% carte orange. En face, rien.

Avec le changement de gouvernement de 97, et Gayssot aux Transports, il était presque évident qu'un geste serait fait pour répondre à cette campagne. C'est alors que l'U-ID est brillamment entrée en lice, avec ses affiches Chirac.

En juin 98 a été lancée la carte Imagine-R. Un tarif spécial étudiant, une petite réduction, mais très loin du 50 %, et avec en plus de nombreux problèmes pratiques pour ses bénéficiaires.

L'U-ID a crié "On a gagné !". Les chaînes de juillet en Ile-de-France ont été tenues par elle sur ce thème unique (problèmes d'inscription: rien à foutre). En Sorbonne, ses tracts et affiches disaient seulement "Pour des infos sur le demi-tarif carte orange, passez nous voir à nos tables". Nous savons de source sûre (une militante de l'U-ID, qui, écœurée par de telles pratiques, est passée chez nous peu de temps après) que la consigne donnée à ceux qui les tenaient était "surtout, ne faites rien pour détromper ceux qui croiraient qu'il faut prendre leur carte à l'UNEF-ID pour avoir le demi-tarif".

Dix-huit mois plus tard, cette "victoire" fut un de leurs principaux arguments pour faire voter pour eux au CROUS de Paris, très loin devant leur allocation d'études dont ils savaient qu'elle n'intéressait personne (mais nettement derrière cependant le fameux "Vote pour nous, sinon les fascistes vont gagner").

Également significative est la réaction de la direction de l'UNEF: des tracts, forcément moins nombreux, moins beaux, sur papier moins glacé, expliquant en gros "C'est pas vrai, c'est nous qu'on a gagé le 50% carte orange grâce au rassemblement étudiant", au lieu de dire que la mobilisation de tous avait permis une première avancée et que la lutte continuait pour obtenir un véritable demi-tarif (ce que nous avons fait à Paris IV, et pour la campagne du CROUS de Paris, voir les archives de Trait d'Union sur notre site <http://paris4.unef.org> ).

On peut penser que j'ai développé beaucoup trop longuement cet exemple, sur une question somme toute mineure. Je l'ai fait parce qu'il est hautement significatif.

D'un côté, une volonté sereine de mentir aux étudiants afin de leur faire croire qu'on sert à quelque chose.

De l'autre, une incapacité à répondre en termes syndicaux, une riposte fondée sur un bête réflexe sectaire boutiquier ("c'est pas grâce à eux, c'est grâce à nous"), qui cautionne l'essentiel de la manipulation adverse: accrédiiter l'idée que le 50% est gagné, alors qu'il ne l'est pas. Une volonté d'imiter l'autre dans ce qu'il a de plus détestable, mais sans en avoir les moyens.

C'est cette volonté qui a conduit l'UNEF très bas et qui a conduit sa direction à n'envisager d'autre avenir que sa liquidation dans l'organisation qui réussissait là où elle échouait.

C'est en sortant de cette ornière que des AGE ont réussi à faire vivre l'UNEF sur leur fac comme un vrai syndicat véritablement étudiant, présent au quotidien, à l'écoute des étudiants, et ainsi à faire reculer les professionnels qui débarquent les jours d'élections avec la liste de leurs victoires imaginaires, parfois même à gagner électoralement (derniers exemples à Evry et Montpellier Lettres).

C'est aux étudiants de nos facs que nous voulons continuer à nous adresser, pour les convaincre de l'utilité de construire un syndicat qui les défende. Pas, comme tu sembles le proposer, à ces professionnels, pour leur expliquer que ce qu'il font n'est pas bien du tout.

Quand nous faisons cela, les militants de l'U-ID qui y ont adhéré par erreur savent en tirer les conséquences... en passant chez nous. Que nous suggères-tu de dire à ceux-là, aujourd'hui ? "Retour à la case départ pas question de toucher 20 000 F, la MNEF n'étant plus ce qu'elle était" ?

Nous préférons leur dire que l'UNEF continue, et le prouver, avec eux, et avec tous les étudiants qui voudront la construire avec nous.

